

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 11 au 18 février 2026

La semaine dernière, l'Allemagne a accueilli la 62e Conférence de Munich sur la sécurité (MSC 2026) dans un climat de fortes tensions géopolitiques. Placée sous le thème « Under Destruction », la rencontre a mis en lumière l'affaiblissement de l'ordre international et la montée de dynamiques de confrontation. Plus de 1 000 participants venus de 115 pays, dont une soixantaine de chefs d'État et de gouvernement, y ont pris part, confirmant le rôle central de la MSC comme grand rendez-vous mondial de la diplomatie et de la sécurité, réunissant responsables politiques, organisations internationales, think tanks, acteurs économiques et représentants de la société civile.

Lors de son intervention à la 62e Conférence de Munich sur la sécurité, le chancelier Friedrich Merz a estimé que le monde est entré dans une nouvelle ère dominée par les rapports de force et la politique de grande puissance. Selon lui, l'ordre international fondé sur les règles est fragilisé, voire dépassé, notamment depuis la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui a ouvert une phase de conflits plus directs et plus instables. Face à ce « nouveau désordre mondial », Merz a appelé les Européens à regarder la réalité en face et à s'y préparer. Il a insisté sur la nécessité pour l'Europe de défendre sa liberté, ses valeurs et ses intérêts avec fermeté, quitte à consentir à des efforts et à des sacrifices. Il a plaidé pour un « programme de la liberté » visant à renforcer une Europe plus souveraine, économiquement solide et capable d'assurer sa propre sécurité. Tout en reconnaissant les tensions et les divergences avec les États-Unis, il a souligné que le partenariat transatlantique conserve un fort potentiel et que l'OTAN reste un atout stratégique majeur pour les deux rives de l'Atlantique.

Le ministre des Affaires étrangères, Johann Wadephul, hausse le ton à l'égard de la France sur les dépenses de défense. Dans un entretien à la radio publique, le ministre a jugé « insuffisants » les efforts français pour renforcer son budget militaire et contribuer davantage à la souveraineté européenne. Rappelant que les pays de l'Otan se sont engagés à consacrer 5 % de leur PIB à la sécurité d'ici 2035 (dont 3,5 % strictement militaires), Wadephul (CDU) estime que la France dispose encore d'une « marge de progression ». Il l'invite, comme l'Allemagne le fait selon lui, à dégager des marges budgétaires en réalisant des économies, notamment dans le domaine social, afin d'investir davantage dans la défense. Ces critiques interviennent dans un contexte de tensions répétées entre Paris et Berlin, déjà en désaccord sur plusieurs dossiers : accord avec le Mercosur, avoirs russes gelés, reprise de contact avec Vladimir Poutine, emprunt européen ou encore projet d'avion de combat du futur (SCAF). L'Allemagne s'interroge sur l'écart entre les ambitions affichées par Emmanuel Macron en matière de souveraineté européenne et les moyens réellement engagés. Par ailleurs, Johann Wadephul s'est montré prudent sur l'idée d'un bouclier nucléaire européen, estimant qu'il existe déjà suffisamment d'armes nucléaires dans le monde. Il a toutefois écarté toute remise en cause du parapluie nucléaire américain. De son côté, le chancelier Friedrich Merz a confirmé avoir entamé des discussions avec Emmanuel Macron sur la dissuasion nucléaire, un sujet qui devrait prochainement faire l'objet d'un discours du président français.

Le ministre allemand de l'Intérieur, Alexander Dobrindt, a décidé de prolonger de six mois supplémentaires les contrôles temporaires aux frontières allemandes, initialement prévus jusqu'à la mi-mars. Le gouvernement justifie cette mesure par des raisons persistantes liées à la migration et à la sécurité. Ces contrôles, réintroduits en septembre 2024 à l'ensemble des frontières terrestres du pays pour lutter contre l'immigration irrégulière, ont été renforcés après l'entrée en fonction de Dobrindt (CSU) en mai 2025, avec notamment des refoulements systématiques aux frontières intérieures de l'espace Schengen. La Commission européenne a été informée de cette prolongation, les contrôles systématiques étant en principe contraires aux règles de l'espace Schengen et devant donc être notifiés à Bruxelles. Cette décision contraste avec les déclarations antérieures du chancelier Friedrich Merz, qui estimait récemment que ces contrôles devaient rester temporaires et limités dans leur efficacité, notamment après l'accord européen sur la réforme de la politique d'asile.

Le gouvernement allemand reporte à après l'été toute décision sur une éventuelle interdiction des réseaux sociaux pour les enfants. Il souhaite d'abord attendre les conclusions d'une commission d'experts mise en place par le ministère de la Famille, chargée de formuler d'ici mi-2026 des recommandations sur la protection des mineurs dans le monde numérique. Le débat s'est toutefois intensifié ces derniers jours. Des responsables du SPD ont proposé d'interdire totalement les réseaux sociaux aux moins de 14 ans et d'instaurer des règles progressives selon l'âge, tandis qu'au sein de la CDU, plusieurs voix plaident pour un âge minimum fixé à 16 ans, assorti d'un contrôle obligatoire de l'âge. Les ministres de la Famille, Karin Prien (CDU), et de la Justice, Stefanie Hubig (SPD), se sont prononcées en faveur de garde-fous juridiques clairs afin de mieux protéger les jeunes face aux risques en ligne. Le chancelier Friedrich Merz s'est lui aussi dit « très favorable » à des restrictions. Il a souligné les effets préoccupants d'un usage excessif des écrans chez les adolescents et estimé que la protection des enfants devait primer, même s'il se montre en principe réticent aux interdictions. Selon lui, l'argument consistant à exposer tôt les enfants aux réseaux sociaux pour les y habituer n'est pas convaincant.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



À un an de l'élection du prochain président fédéral par l'Assemblée fédérale, les spéculations s'intensifient à Berlin sur la **succession de Frank-Walter Steinmeier**. L'Union (CDU/CSU) espère reprendre la main après deux mandats exercés par un candidat SPD et plaide, à l'initiative du chancelier Friedrich Merz, pour une femme capable de rassembler à la fois la base conservatrice et le centre. Plusieurs noms circulent, dont ceux de la ministre de la Famille Karin Prien, de la présidente du Landtag bavarois Ilse Aigner ou encore de la présidente du Bundestag Julia Klöckner. Une candidature d'Angela Merkel a brièvement alimenté les rumeurs, rapidement démenties par son entourage. Du côté du SPD, aucun nom n'a encore été avancé. L'élection s'annonce politiquement sensible : la composition de la future Assemblée fédérale dépendra aussi des résultats de plusieurs élections régionales, où l'AfD pourrait progresser et renforcer son poids. Même sans pouvoir imposer son propre candidat, le parti d'extrême droite pourrait compliquer la recherche d'un large consensus.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



1 % ?

Après plusieurs années de faiblesse, l'économie allemande pourrait renouer avec une croissance plus marquée en 2026. Le gouvernement table désormais sur une hausse du PIB de **1 %**, tandis que certains instituts, comme le DIW ou la KfW, se montrent plus optimistes et évoquent une progression comprise entre 1,3 % et 1,5 %. L'industrie, en recul depuis 2018, envoie des signaux encourageants, avec une nette reprise des commandes, notamment grâce aux grands contrats dans le secteur de la défense.

Le principal moteur de cette embellie serait toutefois l'augmentation massive des dépenses publiques, en particulier dans la défense et les infrastructures. Plus de 108 milliards d'euros doivent être consacrés à la défense en 2026, un effort budgétaire qui pourrait à lui seul ajouter environ 0,5 point de croissance au PIB.